

Philippe MOREAU DEFARGES

Un siècle d'avatars impériaux

Le XX^e siècle a vu s'effondrer successivement l'ensemble des empires : empires monarchiques, d'abord, avec la Première Guerre mondiale ; empires coloniaux, ensuite, après 1945 ; empires totalitaires, enfin, avec l'éclatement de l'URSS et de la Yougoslavie dans les années 90. Mais l'empire est-il mort ? Partout on le voit au contraire renaître sous des formes nouvelles : empire démocratique autour de l'ONU ou de l'Union européenne, empire national au sein d'États anciens secoués par des minorités (Espagne, France, Royaume-Uni, Russie), empire flou et diffus avec la suprématie économique et culturelle américaine. Mais ces nouveaux empires ne sont peut-être que le nouvel avatar de vieilles réalités impériales qu'une crise profonde du système international pourrait faire resurgir.

Politique étrangère

Tout empire périra », tel est le titre de l'un des plus fameux livres du grand historien des relations internationales, Jean-Baptiste Duroselle¹. N'est-ce pas là une évidence ? Tout empire, comme n'importe quelle réalité humaine, naît, croît et meurt. Duroselle, incarnation exemplaire de l'approche française des relations internationales, veut opposer en fait empires et nations. Les premiers sont l'expression d'une volonté de puissance qui ne se perpétue qu'aussi longtemps qu'elle est soutenue par une dynamique d'expansion. Plus cette dynamique s'épanouit et absorbe de nouveaux territoires, plus elle court à sa perte, s'alourdissant sans cesse de populations hétérogènes, s'épuisant dans un effort sans fin pour maintenir l'unité d'un ensemble de plus en plus déchiré par des revendications d'autonomie ou d'indépendance. Si l'empire ne s'étend plus, il s'écroule ; mais, plus il s'étend, plus il se charge de conflits, et plus il suscite à ses frontières d'autres aspirations hégémoniques. L'empire ne

Philippe Moreau Defarges est conseiller des Affaires étrangères, chargé de mission auprès du directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

1. Publications de la Sorbonne, Paris, 1981. Réédition : collection « Références », Armand Colin, Paris, 1992.

vit finalement que par et dans la guerre, mais celle-ci lui impose une tension qui ne doit et ne peut jamais faiblir. Sans doute les nations aussi se façonnent-elles au moyen de la guerre, mais pour se souder progressivement par une sorte de projet commun. À l'opposé des empires, pures créations de la force, les nations naissent d'un désir de vivre ensemble, d'un plébiscite quotidien, selon la formule célèbre d'Ernest Renan.

Dans cette perspective, le XX^e siècle semble bien être celui de l'écroulement répété des empires : pas moins de quatre empires – russe, allemand, austro-hongrois et ottoman – dans le sillage de la Première Guerre mondiale ; les empires hitlérien et nippon, puis les empires coloniaux, à l'issue ou à la suite de la Seconde ; enfin les empires yougoslave et soviétique, en 1989-1991. Sur le terreau de ces effondrements successifs fleurissent des nations : après 1918, l'Europe centrale, les Balkans et le Moyen-Orient se couvrent de nations ou d'États ; après 1945, c'est au tour de l'Asie et de l'Afrique d'entrer dans l'âge national ; dans les années 90, les « *prisons de nations* » – Yougoslavie, URSS, Tchécoslovaquie – éclatent à leur tour, provoquant une nouvelle vague de naissances.

Ces ruines encore fumantes appellent une première question : pourquoi et comment les empires meurent-ils ? Car ces édifices imposants se rêvent éternels et sont souvent regardés comme tels. Rome fascine toujours, et Moscou a bien incarné, pendant quelques décennies, le futur paradis terrestre. Or ces empires peuvent se disloquer comme des châteaux de cartes. Alors, quels sont les facteurs qui détruisent les empires ?

En même temps, chaque mort d'empires s'accompagne de l'avènement d'empires nouveaux. À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre et la France, grâce aux mandats de la Société des Nations (SDN), se partagent le Proche-Orient ; quant aux États-Unis, ils apparaissent porteurs d'une paix impériale que, d'ailleurs, ils refusent d'assumer (refus de ratifier le Pacte de la SDN) ; l'empire des tsars, enfin, anéanti en 1917, renaît sous la forme de l'URSS. La Seconde Guerre mondiale, qui sonne le glas des empires coloniaux européens, accouche d'un ordre organisé autour de deux aires impériales, l'occidentale et la soviétique. Et le monde post Est-Ouest n'accouche-t-il pas d'un empire quasi universel, celui d'une Amérique première en

tout, avec, tout de même, quelques rebelles : la Chine, la Russie, les États voyous ? D'où une deuxième question : pourquoi et en quoi le principe impérial, en dépit de ses défaites, garde-t-il une telle vivacité ? Car malgré ses échecs spectaculaires, l'empire n'est-il pas en train de triompher d'une autre manière, en inventant cette entité surprenante : l'empire démocratique ? Si cela était vrai, le XX^e siècle serait bien celui des avatars impériaux, au sens originel du mot « avatar », jeu incessant de la mort et de la renaissance.

La guerre, toujours la guerre

Mais d'abord, la mort des empires. La première cause immédiate de cette mort au XX^e siècle est celle qui n'a cessé d'anéantir les empires des siècles passés : la guerre.

Car les empires se font dans et par la guerre. S'ils peuvent perdre des batailles, ils ne peuvent perdre des guerres. Un empire est un assemblage de peuples sous la conduite d'un peuple directeur. Si ce dernier se montre faible ou vulnérable, les nations soumises sont promptes à se révolter. En 1914, l'Autriche-Hongrie, déjà blessée par ses défaites devant Napoléon III puis Bismarck, ressent tellement le besoin de victoire qu'elle perd toute prudence face à la Serbie. En 1945, les empires coloniaux européens sont condamnés. Ceux que la France a colonisés ont assisté ou participé à la débâcle de 1940 ; en novembre 1942, le débarquement des soldats américains en Afrique du Nord montre aux indigènes (pour utiliser le vocabulaire de l'époque) où se trouve désormais la puissance. La France rêve alors d'une victoire rédemptrice qui effacerait 1940 et qui, selon la rhétorique officielle, lui permettrait de négocier dans l'honneur ; tel est, en 1954, l'objectif de Dien Bien Phû : piéger et saigner le Viêtminh (tout comme l'avait voulu l'Allemagne à Verdun). Mais le vent de l'histoire est toujours le plus fort : l'armée française est pilonnée, le Viêtminh l'emporte. Quant aux Britanniques, ils ne peuvent effacer l'humiliation de Singapour, pris par les forces nipponnes (15 février 1942). Toujours le vent de l'histoire ! L'Empire soviétique, lui, se meurt de sa défaite face à l'Occident. Du fait de l'équilibre de la terreur, la guerre reste froide ou, plus exactement, le choc frontal est remplacé par des affrontements périphériques et par une course aux armements qui épuise la patrie du socialisme.

Mais les empires peuvent-ils vivre sans expansion permanente ? À l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre et la France, qui possèdent déjà, chacune, un vaste empire, sont loin d'être rassasiées et se disputent les possessions des empires vaincus. Et les deux grands empires de la guerre froide, l'américain et le soviétique, n'ont-ils pas pour horizon la planète tout entière ?

Paradoxalement, si les empires doivent toujours se montrer militairement les plus forts, la victoire ne leur garantit pas l'éternité. Car arrive toujours le moment où ils ne peuvent plus s'étendre, bloqués par d'autres empires, fatigués de leurs aventures militaires et ne parvenant plus à tenir ceux qu'ils ont conquis : ainsi Rome et la Perse ; ainsi les empires coloniaux européens s'étant partagé tout ce qui était à partager ; ainsi les États-Unis et l'URSS, une fois l'Europe figée en deux blocs ennemis. Tout empire, enfermé dans ses frontières, ne peut se contenter de régner par la force et le pillage. La tension avec l'extérieur, essentielle à la dynamique de l'empire, finit par s'affaïssir. L'empire alors se féodalise, et le rêve impérial s'enlise dans des luttes bureaucratiques. Tout ce qui assure la légitimité de « l'empire-combat » contre un ennemi extérieur – idéologie unificatrice, armée et police – cesse d'être transcendé par la croyance en une mission à accomplir et se dégrade en instruments de force pure. Alors l'empire négocie, non sans de multiples à-coups, un nouveau rapport avec les peuples qu'il domine, ces derniers marchandant de plus en plus leur obéissance, leurs hommes et même leurs richesses. Les métropoles sont contraintes d'apporter de plus en plus d'aide et d'octroyer de plus en plus d'autonomie à leurs possessions : les empires coloniaux se métamorphosent en communautés (Commonwealth pour l'Empire britannique, communauté franco-africaine pour la France et ses protégés africains) ; en Europe de l'Est triomphe le communisme du goulash, les peuples se résignant au pouvoir soviétique et obtenant, en contrepartie, une médiocre prospérité. Désormais, l'on fait plus ou moins semblant, pour la puissance impériale de commander, pour les populations soumises d'obéir. Tout comme Rome ou l'Empire ottoman, l'empire peut tenir ainsi des décennies ou même des siècles.

Puis il survient toujours une rupture : une nouvelle idéologie, un nouvel adversaire, une mutation technique. L'empire perçu comme éternel s'effondre bientôt comme un château de cartes, l'ancien maître

abandonnant brutalement ce à quoi il s'était accroché férocement : ainsi la France et l'Angleterre larguant leurs possessions africaines, ainsi l'Union soviétique pliant piteusement bagage en Europe de l'Est à l'aube des années 90.

L'acide démocratique

Le grand historien anglais, Edward Gibbon, dans *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* (1776-1788), attribue au christianisme une responsabilité majeure dans l'effondrement de Rome : la Rome de Constantin (270/288-337), en se faisant chrétienne, renonce à la fois à sa tolérance religieuse et se rallie à une conception de l'homme radicalement contraire à la vision romaine.

Les empires du XX^e siècle, eux, contiennent, dès leur naissance, le gène qui les anéantira : l'égalité des hommes et des peuples. La colonisation se fait au nom du progrès, de l'émancipation des hommes par rapport à l'obscurantisme et aux tyrannies du passé. Les idées d'individu, de liberté, de nation, qu'apportent avec elles les puissances européennes, condamnent leur règne. Tous les grands meneurs du combat anticolonial, de Gandhi et Nehru à Hô Chi Minh et Ferhat Abbas, auraient été d'excellents collaborateurs du colonisateur si celui-ci ne les avait pas rejetés. Lors de la Seconde Guerre mondiale, le président Roosevelt, vigoureusement approuvé par Staline, ne condamne-t-il pas à mort les empires coloniaux, incompatibles, à ses yeux, avec les principes démocratiques ? Les colonisateurs eux-mêmes ne posent-ils pas leur entreprise comme temporaire, lorsque, pour la justifier, ils la présentent comme un processus de conduite de « peuples-enfants » vers une maturité responsable ? L'universalisme que revendique l'Occident dès les grandes découvertes subordonne ses appétits impériaux à une finalité plus noble : l'accession de tous les hommes à la liberté.

Quant aux deux grands empires racistes du XX^e siècle, l'Allemagne hitlérienne et le Japon impérial, ils butent, eux aussi, contre cette dynamique démocratique. Hitler exclut d'abord toute collaboration avec les peuples inférieurs, ne leur proposant que l'esclavage et la mort. Ces peuples qui, durant l'été 1941, ont souvent accueilli la Wehrmacht en armée libératrice (Baltes et Ukrainiens, écrasés par la

tyrannie stalinienne) se font résistants féroces à la brutalité germanique. Finalement, non sans beaucoup d'arrière-pensées, l'Allemagne nazie, aux abois, leur fait une petite place... à l'avant des fronts les plus sanglants. Quant au Japon impérial, nation « jaune », il comprend qu'il lui faut se couler dans le vent égalitaire de l'histoire et se poser en guide émancipateur des peuples colonisés d'Asie. Ces peuples écoutent, se dressent contre les colonisateurs européens puis contre l'emprise japonaise.

Du côté soviétique, l'originalité repose sur un fondement révolutionnaire : l'URSS est un espace assiégé, tout entier mobilisé par son combat pour convertir l'humanité au socialisme. Dans ces conditions, les peuples ne seront libres que le jour où le paradis communiste s'installera sur la terre entière. Mais le rêve se vide de toute substance au moment même où l'empire triomphe. Après 1945, la patrie du socialisme organise le pillage systématique de l'Europe qu'elle a « libérée ». L'empire devient une prison de peuples, ces derniers apprenant, en particulier à la suite des accords d'Helsinki (1975), à brandir les droits de l'homme contre les nomenklaturas au pouvoir.

Et l'empire américain ? Il esquive de deux manières la contradiction entre logique impériale et idéologie émancipatrice. Au lieu de piller leurs protégés, les États-Unis comprennent que leur propre prospérité passe par celle de l'Europe occidentale et du Japon, d'où l'entreprise de reconstruction menée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec des aides américaines substantielles. En outre, les États-Unis laissent une large autonomie à ces pays et dans une certaine mesure, même, l'encouragent : le coup d'envoi de l'unification européenne ne sera-t-il pas donné par Washington, imposant que les Européens s'organisent pour la distribution des fonds Marshall ?

Empire et technique

Il est toujours tentant d'expliquer la dislocation de structures politiques par la technique. Ainsi la féodalité, enfant d'un monde agricole toujours au bord de la famine et ne survivant que par la distribution autoritaire de ressources rares, a-t-elle été anéantie par la révolution industrielle. Ainsi cette même révolution, fondée sur la mobilisation des masses, a-t-elle réclamé de vastes ensembles disciplinés : les États-

nations. Puis est arrivée l'ère post-industrielle, avec sa surabondance de biens, de flux, de réseaux ! Il ne s'agit plus de soumettre des populations dans la disette, ni d'encaserner des millions d'hommes dans des projets colossaux, mais de stimuler la créativité de l'homme : celui-ci, libéré de l'urgence matérielle, doit être occupé ; désormais, la tâche de l'économie réside moins dans la production et la répartition des biens que dans l'invention infinie de besoins.

Mais que deviennent alors les empires, ces formidables machines à partager la rareté et à discipliner des peuples pour des entreprises démesurées ? Dans cette perspective, le XX^e siècle, cumulant deux atouts que n'avaient pas les époques précédentes – le fanatisme idéologique et l'organisation industrielle –, accomplit comme jamais auparavant le rêve impérial : c'est l'URSS, matrice de l'humanité communiste, le Reich hitlérien, appelé à durer mille ans, ou la Chine maoïste. Les hommes du XX^e siècle disposent d'instruments que n'avaient pas leurs ancêtres : des autoroutes aux chemins de fer, de la radio au cinéma, des religions laïques au conditionnement des esprits, tout peut être mis au service des empires. En même temps, chacun de ces instruments se retourne contre eux : les moyens de communication, essentiels à leur cohésion, relient les empires au monde extérieur, acheminant les images et les idées qui les déstabiliseront (ainsi les gens de l'Est découvrant leur grisaille en captant les télévisions de l'Ouest) ; et le sentiment religieux, qu'exploitent si bien les empires, avec leur mysticisme du chef et leurs cérémonies grandioses, est brandi avec succès par leurs opposants les plus obstinés – ainsi le pape Jean Paul II engageant une croisade contre le soviétisme.

Les empires sont-ils donc anéantis par le progrès technique ? Ce n'est pas si simple. Si l'Allemagne hitlérienne délaisse la recherche atomique, c'est moins parce qu'elle la considère comme une science juive que parce qu'elle sent qu'elle n'a pas suffisamment de temps pour parvenir à des résultats probants. En ce qui concerne l'URSS, son incapacité à se laisser pénétrer par la révolution de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications contribue à son effacement. L'empire soviétique ne peut, semble-t-il, tolérer la diffusion de l'ordinateur qui permet la multiplication des échanges interindividuels « non contrôlés ». Cette intolérance vient-elle de la nature impériale de l'URSS ou de son totalitarisme – qui ne caractérise pas tous les

empires – ou, simplement, des rigidités de ses structures administratives et économiques ? L'empire hitlérien, lui, s'accommode fort bien de la radio, certes outil de propagande, mais aussi remarquable moyen de résistance. Aujourd'hui, le très autoritaire État de Singapour développe systématiquement l'utilisation d'Internet. Une technique est-elle nécessairement porteuse d'un environnement sociopolitique précis ? N'y a-t-il pas plutôt des interactions complexes entre le développement d'une technique et les conditions sociopolitiques où elle se déploie ?

Nations et empires, si opposés, si entremêlés

Le XX^e siècle est souvent analysé comme un affrontement entre nations et empires, ces derniers ne cessant de perdre : en 1917-1918, fin des empires monarchiques ; en 1945, entrée en agonie des empires coloniaux ; en 1989-1991, effondrement du dernier grand empire, l'URSS. Alors les nations triomphent-elles ? Ou, privées d'ennemi, ne sont-elles finalement que d'autres empires ?

D'autres empires ? C'est le cas de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, toutes deux conçues, en 1919, comme des États-nations à la française, mais qui présentent tous les traits de la figure impériale : un peuple dominateur (les Serbes, les Tchèques) et des populations plus ou moins soumises (Slovènes, Croates... en Yougoslavie ; Slovaques en Tchécoslovaquie) ; une unité artificielle autour d'un destin particulier (dans l'entre-deux-guerres, la Tchécoslovaquie civilisée, moderne et démocratique dans une Europe orientale retardataire et despotique ; lors de la guerre froide, la Yougoslavie titiste, État pivot du non-alignement). Aussi ces deux pays ont-ils connu le triste destin des empires : la décomposition. Le plus terrible est que, parfois, les entités qui émergent de ces éclatements révèlent en leur sein, telles des poupées russes, d'autres empires miniatures : c'est le cas de la Russie retrouvant, dans ses nouvelles frontières, les tensions nationales de l'Union soviétique, ou de la Yougoslavie de Milosevic, cherchant tragiquement une pureté impossible et précipitant la fragmentation qu'elle voulait empêcher (affaires du Kosovo et du Monténégro).

Et les vieux États-nations ? Ils apprennent eux aussi qu'ils ont quelque chose d'impérial. L'Espagne post-franquiste reconnaît et organise sa

diversité : Basques et Catalans obtiennent un statut spécifique ; les Espagnols ne sont plus seulement des Castellans. Quant au Royaume-Uni, après l'émancipation de son empire planétaire, il se découvre empire insulaire, avec la revendication écossaise. Et la France, État unitaire par excellence, devient elle aussi un conglomérat d'identités.

Mais la lutte entre empires et nations qui régirait le XX^e siècle – les premiers incarnant le Mal et les secondes le Bien – a tout l'air d'être un mythe. Il n'y a jamais eu « le camp des empires » contre « le camp des nations ». Durant la Première Guerre mondiale, les deux alliances rassemblent des empires : d'un côté, au sein de l'Entente, les empires français, britannique, russe et américain ; de l'autre côté, les empires centraux. Et à l'issue du conflit, l'empire allemand ne se métamorphose-t-il pas, certes avec l'aide d'Hitler, en la plus féroce des nations ? En 1940-1945, la guerre oppose des empires s'affirmant comme tels (Allemagne hitlérienne, Japon impérial) à deux empires à ambition universelle (URSS, États-Unis), auxquels s'accrochent les vieilles nations impériales : Angleterre, France, Pays-Bas... Quant à la décolonisation, n'est-elle pas le combat des jeunes nations du Tiers-Monde contre les empires européens ? Mais, là aussi, que de fables ! Car ces fameuses nations sont peu ou prou des fabrications des colonisateurs qui ont tracé leurs frontières, celles-ci offrant aux indépendantistes le cadre de leurs luttes. Et aujourd'hui, combien d'États du Sud ne sont-ils pas en proie à des convulsions impériales, de l'Indonésie au Nigeria, de l'Inde aux Philippines !

Car le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ayant pulvérisé les empires, se tourne désormais contre les nations. La grande illusion de ce droit fut de faire croire que, face aux entités artificielles qu'étaient les empires, les nations seraient, elles, des entités naturelles existant depuis la nuit des temps et vouées à durer toujours. Or les nations ne sont pas plus naturelles que les empires. Les unes et les autres sont des constructions historiques qui naissent et meurent. Mais, alors, pourquoi les nations paraissent-elles l'emporter sur les empires ? Peut-être parce qu'elles ont une homogénéité culturelle dont ceux-ci sont privés. Il est vrai qu'à un moment donné – XVI^e-XX^e siècle –, plusieurs facteurs – développement de l'État bureaucratique, notion de contrat social, idéologie nationaliste – se sont conjugués pour promouvoir l'État-nation, lieu de fusion entre cohésion culturelle et participation

politique. Mais les nations sont à leur tour devenues artificielles, et les États n'ont plus la légitimité ni la capacité de maintenir une culture nationale exclusive. Le modèle culturel qui les soude (aux États-Unis, la morale WASP – *White Anglo-Saxon Protestant* – ; en France, le jacobinisme) est ressenti comme l'expression d'une minorité dominante (aux États-Unis, les mâles de peau blanche et de condition bourgeoise ; en France, la cléricature d'État). Et le droit à l'autodétermination, après avoir porté les « grandes » nations, exalte maintenant les minorités, ces groupes qui sont censés concilier le droit de chacun à être lui-même et le besoin d'appartenir à un groupe qu'il a librement élu.

Aux XIX^e et XX^e siècles, empires et nations se sont donc toujours opposés. Les premiers pour opprimer l'homme, les secondes pour le libérer. Peut-être est-ce aujourd'hui l'inverse... Tout comme l'atome longtemps insécable est devenu un univers, la nation, totalité organique et éternelle, se fait nœud instable de solidarités et de conflits. D'autres formes impériales se dessinent. Voici venu le temps des empires flous, démocratiques, sans tête.

Tout est en définitive affaire de définition

Qu'est-ce qu'un empire ? C'est un ensemble tiraillé entre aspiration à l'universalité et besoin de cohésion. Deux pôles le structurent : son rêve de s'étendre à toute la planète ; les murailles qui l'enferment. L'empire est un mode d'équilibre entre unité et diversité : le pouvoir central assure l'ordre et la sécurité ; en contrepartie, les populations subordonnées fournissent les tributs réclamés par l'empereur (ressources diverses et, notamment, soldats pour la guerre). D'où un besoin absolu de victoire. Enfin, l'empire est un dispositif hiérarchique. L'esprit du temps ne saurait être qu'allergique à cette notion d'empire. Pas d'empire sans guerre ? Mais notre époque, par sa capacité sans précédent à créer des richesses, veut s'affranchir de l'univers pluriséculaire de la guerre où l'enrichissement se fait par le pillage. Pas d'empire sans territoire en expansion ? Mais le système international actuel repose sur la stabilité des frontières, intérêt mutuel de la grande majorité des États, la richesse ne venant plus de la terre mais de l'appétit à s'insérer dans les circuits économiques. Quant au principe hiérarchique, clef de voûte de toute structure impériale, il est balayé

par la lame de fond démocratique et par l'exaltation de la créativité qui doit laisser à chacun la possibilité d'épanouir ses talents.

Pourtant, le principe impérial dispose d'un remarquable sens de la survie. Rome à peine anéantie, l'empire renaît à travers l'Église catholique et l'Empire carolingien puis ses créations diverses. L'Europe, continent des nations, ne cesse d'être hantée par l'idée impériale. Y a-t-il une « grande » nation européenne – France, Angleterre, Pays-Bas, Allemagne, Italie... – qui n'ait prolongé sa construction nationale par une aventure impériale, l'une et l'autre étant probablement indissociables ? Même la République américaine, à peine libérée du colonisateur britannique, est devenue impériale, dès 1823, avec la doctrine de Monroe.

Mais n'y a-t-il pas des formes impériales adaptées à l'ère contemporaine ? Selon Jean-Marie Guéhenno, voici venu le temps des « *empires sans empereur* » : « *Nous sommes bien à la veille de voir naître un nouvel empire. Un empire qui n'aura sa capitale ni à Washington, ni à Bruxelles, ni à Tokyo, ni à Moscou. Rome ne sera plus dans Rome, et aucune évidence territoriale, aucun groupe dominant ne s'imposera. Cet empire-là ne sera ni une super-nation, ni une république universelle. Il ne sera pas gouverné par un empereur. Et pourtant, c'est l'idée d'empire qui se rapproche le plus de l'organisation à venir. À condition de penser non aux constructions précaires d'un Charles-Quint ou d'un Napoléon mais plutôt à l'Empire romain et, peut-être, à l'Empire chinois ; deux espaces politiques où les souverains ont compté moins que les règles qui leur ont survécu.* »² Ce qui assure ce nouvel empire, c'est l'absence de menace pressante. Il peut vivre comme s'il était le monde à lui tout seul – n'est-ce pas la certitude de Rome à son apogée ou de l'Empire du Milieu avant qu'il ne soit dépecé par les puissances occidentales ? Dans cet univers sans ennemi extérieur, la tâche du politique est de maintenir l'harmonie intérieure, de garantir un équilibre subtil entre unité et diversité. Dans cette perspective, deux exemples s'imposent.

– *L'Organisation des Nations unies*. L'ONU incarne-t-elle un type d'empire démocratique ? Pour l'ONU, le monde est bien une société,

2. Jean-Marie Guéhenno, *La fin de la démocratie*, Flammarion, Paris, 1993, p. 71-72.

la Charte en étant le pacte fondateur. De la démocratie, l'ONU a les valeurs (égalité souveraine des États, défense des droits de l'homme, promotion du développement économique) et des institutions (Assemblée générale, où chaque État-membre dispose d'une voix ; Cour internationale de justice, gardienne du droit interétatique). De l'empire, l'ONU a l'articulation hiérarchique : à la base, la grande majorité des États, sous le contrôle du Conseil de sécurité ; au sommet, ce Conseil et surtout ses cinq membres permanents, avec leur droit de veto. Le Conseil de sécurité n'est-il pas un empereur collégial, avec sa mission de garde de l'ordre mondial ? Comme tout empereur, le Conseil est le garant de l'harmonie contre les perturbateurs (par exemple, l'Irak de Saddam Hussein envahissant le Koweït ou la Yougoslavie de Milosevic...). C'est tout de même un empereur faible, ne pouvant décider si l'un des membres permanents émet une opposition et ne disposant pas d'armée propre, sauf si la Charte le prévoit.

– *L'Union européenne*. Celle-ci est souvent comparée au Saint-Empire romain germanique, c'est-à-dire à cet espace rassemblant au cœur de l'Europe, durant près de 850 ans (962-1806), plus de 300 entités politiques diverses et inégales, mais tenues ensemble par des règles, sous la direction modérée des plus forts. En fait, ce Saint-Empire est surtout le champ de bataille de l'Europe – de la guerre de Trente Ans aux guerres napoléoniennes. Il est aussi un espace d'affrontements entre grandes puissances (France, Suède, Autriche...). Tout empire-objet – ainsi Byzance finissante ou l'Empire ottoman au XIX^e siècle – ne survit que grâce à des protecteurs qui ne sont jamais désintéressés. Au temps de la guerre froide, la Communauté européenne est ainsi un élément du dispositif occidental face à l'URSS. Aujourd'hui, dans l'après-guerre froide, l'Union européenne peut-elle demeurer un empire-objet, un ensemble mou sous protection des États-Unis ? Peut-elle n'être qu'une zone de règles, doublement préservée par l'absence de conflit en Europe et la puissance américaine ? Les tragédies yougoslaves rappellent à l'Europe unie que le monde reste dangereux et que, si elle veut exister, il lui faut parfois combattre.

L'hypothèse des empires mous suppose donc une terre sans guerre, une humanité devenue pacifique et pacifiste, la violence n'étant plus qu'un phénomène pathologique maîtrisé par de vastes opérations

internationales. Mais le long XIX^e siècle, lui aussi, a cru que la science et l'industrie libéreraient les hommes de la guerre.

Les rêves impériaux appartiennent-ils pour toujours au passé ?

Les empires du XX^e siècle sont aussi les produits d'effrayantes certitudes idéologiques : colonisateurs convaincus de transformer des peuples-enfants en nations adultes ; Union soviétique promettant le paradis à tous les prolétaires ; Allemagne nazie et Japon impérial sûrs de permettre aux meilleurs de diriger la planète ; Amérique elle aussi persuadée d'être le phare de l'humanité. Pour le moment, les hommes sont plus ou moins guéris de ces délires. Mais est-ce parce qu'ils sont devenus sages ou parce que l'humanité ne connaît plus temporairement qu'un seul modèle idéologique, celui de l'Occident ? Le temps des aventures impériales serait donc clos, au moins provisoirement. Avec le triomphe des principes démocratiques, conquérir et occuper des territoires a quelque chose de ridicule : pourquoi chercher à asservir des populations ? Non seulement elles finissent par se révolter et par mener d'interminables guérillas, mais il existe désormais des techniques plus subtiles d'exploitation, dans lesquelles chacun trouve son compte.

Est-il sûr, pour autant, que les bons vieux empires appartiennent à jamais au passé ? Peut-être ! Toute la Terre est partagée, et la société des États tient à la stabilité des frontières : en 1990, l'agression du Koweït par l'Irak a fait l'objet d'une condamnation quasi unanime. Mais les vieux réflexes impériaux ne réapparaîtront-ils pas si survient une crise économique et politique profonde, les « petits » se cherchant un protecteur et les « grands » retrouvant leur instinct d'être maîtres d'un espace qui ne soit qu'à eux ?